



SOMMAIRE

Commerce et sanctions

1. Les Etats-Unis annoncent un nouveau cadre de coopération commerciale avec Taiwan

Climat – énergie – environnement

2. Los Angeles vote l'interdiction du gaz dans les nouvelles constructions
3. La vice-présidente Harris annonce un plan pour améliorer l'accès à l'eau au niveau international

Transport et infrastructure

4. Introduction d'un projet de loi pour le lancement d'un programme pilote de financement d'infrastructures de mobilité aérienne avancée

Agriculture et industrie agroalimentaire

5. L'USDA annonce une nouvelle vague d'investissements pour une agriculture et une alimentation plus résilientes et plus durables

Numérique et innovation

6. La Cour suprême bloque une loi controversée du Texas en matière de modération des contenus

Santé

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Les Etats-Unis annoncent un nouveau cadre de coopération commerciale avec Taiwan

En marge des discussions portant sur le cadre économique indopacifique (« *Indopacific Economic Framework* ») élaboré par les Etats-Unis et dont Taiwan ne fera pas partie, les Etats-Unis et Taiwan ont [annoncé](#) le 1^{er} juin un nouveau cadre de coopération, le « *US-Taiwan Initiative on 21st Century Trade* ».

Ce nouveau cadre de discussion, qui a pour ambition d'accroître la relation économique et commerciale entre les deux partenaires, couvrira uniquement des enjeux commerciaux. Les 11 domaines cités dans le communiqué de presse porteront notamment sur la facilitation du commerce, le commerce numérique, les pratiques non-marchandes et les entreprises d'Etat. Le cadre de discussion ne prévoit pas à ce stade de dispositions portant sur l'accès au marché.

Dans les jours à venir, les Etats-Unis et Taiwan dresseront une feuille de route relative aux futures négociations. Une première réunion devrait être organisée dès le mois prochain à Washington DC. Cette initiative viendra accompagner d'autres cadres de discussions et de coopération lancés entre les Etats-Unis et Taiwan.

Brèves

- La Maison Blanche a [annoncé](#) le 26 mai la participation de la république des Fidji au cadre économique indopacifique (« *Indopacific Economic Framework* ») élaboré par les Etats-Unis. La république des Fidji est désormais le 14^e pays et le premier des îles pacifiques à rejoindre le ce nouveau cadre économique.

- Le Royaume-Uni et l'état de l'Indiana ont [annoncé](#) le 27 mai la signature d'un *Memorandum of Understanding* dont l'objectif est d'accroître les liens économiques entre les deux partenaires et à réduire les obstacles au commerce et à l'investissement. Le MOU dresse quatre priorités principales: i) accroître la coopération; ii) accélérer le développement d'initiatives visant à promouvoir les technologies à basses émissions de carbone; iii) retirer les barrières au commerce et à l'investissement; et iv) accroître les liens de en matière de recherche et de collaborations académiques.
- L'USTR a [annoncé](#) le 27 mai la prolongation de l'exemption aux droits de douanes additionnels pris au titre de la Section 301 à pour certains produits médicaux utilisés dans la lutte contre le Covid-19. Ces exclusions, qui devaient expirer le 31 mai seront désormais prolongées pendant une période additionnelle de 6 mois, soit jusqu'au 30 novembre 2022.
- Le Treasury a [annoncé](#) le 27 mai l'imposition de sanctions sur une personne, deux banques et une société commerciale, pour leur soutien au développement d'armes de destruction massive, de programmes de missiles balistiques et de la compagnie aérienne nationale (désignée en tant que telle par les Etats-Unis) de la Corée du Nord.

Climat- Energie - Environnement

2. Los Angeles vote l'interdiction du gaz dans les nouvelles constructions

Los Angeles a [voté](#) l'interdiction de l'installation du gaz dans les constructions nouvelles à compter du 1^{er} janvier 2023 au plus tard (qui représentent 10% des émissions de gaz à effet de serre) lesquelles devront, à terme, devenir neutres en carbone. Les détails seront fixés par les agences de la ville avant la fin de l'année. Ce vote, approuvé par près de 50% des habitants dans les sondages réalisés, permettra à Los Angeles d'accélérer sa politique visant à être alimentée à 100% en énergie électrique propre à l'horizon 2035 (à l'échelle de la Californie, la neutralité carbone est souhaitée pour 2045). La décision de Los Angeles a provoqué l'opposition de

SoCalGas, la plus grande compagnie de distribution de gaz dans le pays, qui a déjà attaqué d'autres villes californiennes en justice pour des décisions similaires. La plus grande ville de Californie rejoint ainsi plus de 50 villes ou comtés californiens qui ont déjà adopté des mesures en ce sens sachant que 20 États dominés par les Républicains ont, quant à eux, interdit aux échelons locaux d'interdire l'usage du gaz.

5 La vice-présidente Harris annonce un plan pour améliorer l'accès à l'eau au niveau international, en le présentant

comme un outil pour renforcer la sécurité nationale

L'administration Biden constatant que les actions internationales n'ont pas suffisamment amélioré les conditions d'accès à l'eau, et que le changement climatique détériorera ces conditions sans action supplémentaire, la vice-présidente a annoncé le 1^{er} juin 2022 un [plan visant à renforcer la sécurité d'approvisionnement en eau](#), tant au niveau national qu'international, à la fois pour les populations et les entreprises. Le but à moyen terme est de prévenir l'instabilité et les conflits dans les régions où l'accès à l'eau est insuffisant. L'administration justifie ce plan par le lien entre l'instabilité de ces régions et la sécurité nationale des Etats-Unis.

Le plan s'appuie au niveau national sur le plan Infrastructure (BIL) qui prévoit des investissements pour améliorer le système de distribution d'eau et sa résilience aux sécheresses. Le plan prolonge également l'effort, initié par un plan précédent, de remplacement des canalisations au plomb.

3 piliers structurent ce plan : (i) devenir leader dans l'action internationale pour améliorer les conditions sanitaires (hygiène et accès à l'eau), (ii) s'appuyer sur les progrès technologiques et les solutions fondées sur la nature pour concilier développement durable et accès à l'eau potable, (iii) promouvoir la coopération dans les bassins dont les ressources en eau sont partagées entre différents pays. L'administration travaillera avec les ONG, les entreprises et les populations locales pour maximiser l'efficacité des investissements publics.

Brèves

- 34 comtés texans ont obtenu des [dérogations auprès de l'agence de protection de l'environnement](#) (EPA) pour abaisser temporairement les normes sur la qualité du raffinage du pétrole. Le but est de permettre aux raffineries d'accroître leur production afin d'alléger les tensions sur le marché pétrolier national. Cet allègement normatif semble se faire au détriment de la qualité de l'air.

Transport et Infrastructure

4. Introduction à la Chambre et au Sénat d'un projet de loi proposant le lancement d'un programme pilote de financement d'infrastructures de mobilité aérienne avancée

Le 25 mai, la Commission du commerce, des sciences et des transports du Sénat a émis un avis favorable sur un projet de loi visant à établir un programme pilote de financement fédéral en faveur des infrastructures physiques ou numériques destinées à accompagner le déploiement de services de mobilité aérienne avancée (AAM, *Advanced Air Mobility*), à l'instar des vertiports ([S. 4246](#)). Ce projet, dans une version similaire, avait également recueilli l'approbation de la Commission des transports et des infrastructures de la Chambre des représentants le 28 février dernier ([H.R. 6270](#)). Désormais introduite formellement auprès des deux assemblées du Congrès, cette proposition législative appelée « Advanced Aviation Infrastructure Modernization Act » (AAIM Act) pourra désormais être soumise et discutée en formation plénière, au Sénat et à la Chambre.

Le programme envisagé prendrait la forme d'un appel à projets doté de 25 M USD sur deux ans, à

destination d'entités publiques subfédérales telles que les Etats fédérés, les villes ou d'autres collectivités locales, ou d'autorités portuaires ou aéroportuaires ou de transport public, qui seraient désireuses de planifier le développement d'infrastructures nécessaires à l'exploitation de systèmes AAM. A cet effet, une subvention d'un montant maximal de 1 M USD par projet serait mise à disposition des entités lauréates pour financer les travaux de construction et d'aménagement requis. Le Département des Transports apporterait également aux entités bénéficiaires un accompagnement technique pour s'assurer que ces infrastructures s'inscrivent dans un plan cohérent qui prenne en compte leur bonne intégration d'ensemble dans l'environnement et l'espace public, ainsi que leurs interactions avec les systèmes existants, notamment en matière de transport multimodal, de recharge électrique, de connectivité numérique ou encore de cybersécurité.

La proposition de loi prévoit que les dépenses relatives à l'installation d'infrastructures à usage privé ainsi qu'à l'acquisition d'aéronefs seraient exclues du périmètre de la subvention fédérale.

Agriculture et industrie agroalimentaire

5. L'USDA annonce une nouvelle vague d'investissements pour une agriculture et une alimentation plus résilientes et plus durables

Lors d'un discours prononcé à l'université de Georgetown mercredi 1er juin, Tom Vilsack, Secrétaire du département de l'agriculture (USDA), a dévoilé [de nouveaux investissements](#) dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement alimentaire pour un montant total de plus de 2 milliards de dollars. L'objectif global de ce plan, qui s'inscrit dans le prolongement du [décret présidentiel](#) du 24 février 2021 et de sa [déclinaison agricole](#) présenté le 8 juin de la même année, est de transformer le système alimentaire américain pour qu'il soit plus équitable, plus compétitif et plus résilient.

Les aides prévues, financées dans le cadre des crédits ouverts en mars 2021 par l'[American Rescue Plan](#) (ARP) et de reliquats de précédents plans de soutien liés à la pandémie, favoriseront l'expansion des unités de transformation de la viande et de la volaille, l'assistance technique pour les producteurs en transition vers les cultures et l'élevage biologiques et viseront, dans un souci d'équité sociale, à élargir l'accès à une alimentation saine et abordable pour des populations défavorisées ou

isolées territorialement. Elles couvrent toute la chaîne de la ferme à la table : production, transformation, acheminement et distribution au consommateur.

Tom Vilsack a souligné que ces mesures prenaient pleinement en compte un objectif de durabilité en regard des enjeux climatiques (adaptation et atténuation) sans pour autant sacrifier la capacité de production de l'agriculture américaine puisque celle-ci devra répondre à une demande alimentaire mondiale croissante. Il a notamment rappelé ses initiatives visant à produire plus et mieux grâce aux « pratiques intelligentes » fondées notamment sur l'innovation agronomique et technologique.

Au-delà des financements à partir des crédits de l'ARP, Tom Vilsack a évoqué un financement plus pérenne et substantiel dans le cadre du prochain *Farm Bill*. Cette dernière ambition du Secrétaire à l'agriculture dépendra des résultats des élections de novembre. En cas de victoire des Républicains, il est peu probable que ces priorités soient reprises dans le *Farm Bill* 2023/2028 puisque le chef de l'opposition républicaine à la Chambre a d'ores et déjà indiqué son opposition au plan proposé qu'il juge ne pas répondre aux priorités du moment (inflation, coût des intrants et poids excessif des réglementations).

Numerique et Innovation

6. La Cour suprême bloque une loi controversée du Texas en matière de modération des contenus

Le 31 mai 2022, la Cour suprême s'est rangée du côté de l'industrie technologique et a bloqué l'application d'une loi controversée du Texas qui interdit aux grandes plateformes de médias sociaux comme Facebook et Twitter de supprimer des publications en fonction des points de vue qu'elles expriment, en rétablissant l'injonction du juge de première instance. Cela signifie que le Texas ne peut pas appliquer sa loi tant que le litige se poursuit devant la cour d'appel fédérale du 5^{ème} circuit. Les juges se sont divisés 5-4. La majorité n'a pas expliqué le raisonnement sous-tendant sa décision.

La loi texane au cœur du différend est connue sous le nom de H.B. 20. Elle interdit aux plateformes de

médias sociaux comptant au moins 50 millions d'utilisateurs actifs de bloquer, supprimer ou « démonétiser » le contenu en fonction des opinions des utilisateurs.

Lorsque le gouverneur du Texas, Greg Abbott, a signé la loi en septembre 2021, il a déclaré que « les points de vue conservateurs au Texas ne peuvent pas être interdits sur les réseaux sociaux ». Les entreprises technologiques ont contesté la loi, affirmant qu'elle violait leur droit de premier amendement de contrôler le discours qui apparaît sur leurs plateformes. Elles ont également déclaré que la loi les empêcherait de supprimer les discours de haine, la désinformation politique, les vidéos violentes et d'autres contenus préjudiciables.

Le 1^{er} décembre 2021 – la veille de l'entrée en vigueur prévue de la loi – le juge de district fédéral Robert Pittman a interdit à l'État texan de l'appliquer (sans toutefois se prononcer sur la

constitutionnalité de la loi). Le Texas a fait appel devant la Cour d'appel fédérale pour le 5e circuit, qui a rendu le 11 mai 2022 une ordonnance qui a levé l'injonction, permettant au Texas d'appliquer la loi.

Deux groupes d'intérêt représentant des entreprises de médias sociaux touchées par la loi se sont présentés devant la Cour suprême le 13 mai 2022. Ils ont fait valoir que la loi violait les « principes fondamentaux du premier amendement » qui permettent aux entités privées, y compris les sites Web, de choisir « si et comment diffuser le discours ». Ils ont souligné que la loi confronte les plateformes de médias sociaux à une fausse alternative : elles peuvent soit « changer la nature fondamentale de leurs activités », soit défier la loi, entraînant une « responsabilité ruineuse assortie de peines journalières ».

Le juge S. Alito a écrit une [opinion dissidente](#) affirmant que l'intervention du tribunal pour bloquer la loi est prématurée. Il a expliqué que le tribunal ne devrait pas rétablir l'injonction à moins que les groupes technologiques ne puissent démontrer qu'en vertu de la loi en vigueur, ils sont susceptibles de l'emporter sur le fond de leur contestation. Selon lui, la capacité de l'industrie technologique à démontrer pouvoir l'emporter sur le fond « n'est pas clair », car la loi et les modèles commerciaux des plateformes de médias sociaux sont « nouveaux ».

Brèves

- Le 2 juin, Microsoft et Tenable, entreprise cotée pionnière sur le marché de la gestion des risques cyber, fondée par des français, ont [annoncé](#), dans l'esprit du décret présidentiel du 12 mai 2021 établissant la cybersécurité comme priorité nationale, et dans le cadre de leur engagement à renforcer la cybersécurité aux États-Unis, élargir leur collaboration visant à contribuer à améliorer la capacité du gouvernement des États-Unis à identifier, enquêter, hiérarchiser et corriger rapidement les menaces cyber, et à améliorer collectivement la posture de sécurité du pays. Tenable et Microsoft travailleront ensemble notamment dans le but d'intégrer *Tenable.io* aux solutions *Microsoft Defender for Cloud* et *Microsoft Sentinel* pour prendre en charge les évaluations de vulnérabilité cyber des agences fédérales utilisant le cloud.
- Le 2 juin, Amazon a [annoncé](#) l'arrêt de l'exploitation de la librairie électronique Kindle en Chine le 30 juin 2023. Passé ce délai, les utilisateurs en Chine ne pourront plus acheter de nouveaux eBooks. Amazon a toutefois précisé que son engagement de développement à long terme en Chine ne changera pas, Amazon ayant établi une vaste base commerciale en Chine et souhaitant continuer d'innover et d'investir.
- Le 2 juin, Fairplay, une organisation de protection des droits des enfants et des jeunes, coordonnant une coalition de 15 organisations de défense de ces droits, a demandé dans une [lettre](#) à la *Federal Trade Commission* (FTC) d'enquêter pour savoir si Electronic Arts, un des principaux développeurs et producteurs américain de jeux vidéos, se livre à des pratiques déloyales et trompeuses en violation de l'article 5 du *Federal Trade Commission Act*. EA est l'éditeur du jeu vidéo « *FIFA : Ultimate Team* », la version multijoueur en ligne d'un des jeux vidéo de football les plus populaires de tous les temps. Selon la lettre, la vente de « *loot boxes* » (une collection d'objets mystères achetés dans un jeu vidéo qui permettent à un joueur de changer d'apparence ou de lui donner un avantage stratégique), ainsi que des monnaies virtuelles pour acheter ces « *loot boxes* », exploite injustement les enfants et les adolescents à des fins lucratives, en s'adonnant à des techniques de conception sophistiquées et manipulatoires pour inciter les joueurs à procéder à ces achats.
- Dans un [article](#) de blog du 1^{er} juin intitulé « La législation antitrust et les conséquences négatives imprévues pour les consommateurs américains et les petites entreprises », Amazon estime, par la voix de son VP politiques publiques Brian Huseman, que le projet de loi antitrust de la sénatrice Amy Klobuchar entraînerait des conséquences imprévues graves et dommageables pour les consommateurs américains et les petites entreprises, et mettrait en péril deux des points que les consommateurs américains apprécient le plus chez Amazon : la vaste sélection et les bas prix rendus possibles par l'ouverture de la place de marché à des partenaires de vente tiers d'une part, et la promesse d'une livraison rapide et gratuite via Amazon Prime d'autre part. Amazon dénonce également le ciblage d'une poignée d'entreprises américaines - Amazon, Apple, Facebook, Google et Microsoft - aux modèles commerciaux très différents, estimant que son activité grand public a beaucoup plus en commun avec des milliers d'autres détaillants, comme Walmart, Target et Costco, qui seraient tous exclus des obligations proposées par le projet de loi.
- Le 1^{er} juin, dans un [post](#) sur Facebook, Mark Zuckerberg a annoncé la démission de Sheryl Sandberg après 14 ans au poste de COO de l'entreprise.

- Dans des [lettres](#) du 27 mai adressées aux PDG de Google et d'Apple, un groupe de 5 sénateurs démocrates a demandé aux deux entreprises d'interdire que les applications téléchargeables sur leurs magasins d'applications puissent s'engager dans des pratiques de données susceptibles de mettre en danger les personnes qui recherchent ou ont demandé des services d'avortement.
- La nouvelle agence californienne de protection de la vie privée, la California Privacy Protection Agency (CPPA) a publié vendredi dernier un [projet](#) de directives destinées à préciser les dispositions de la loi adoptée par référendum en novembre 2020 et plus connue sous le nom de proposition 24. La publication de cette version soumise à commentaire public, sans préavis et au cours d'un long weekend, est largement critiquée par les entreprises qui insistent sur la charge administrative qu'elle induit alors que des projets au niveau fédéral sont en cours de discussion.
- Des actionnaires de Twitter ont lancé une [poursuite](#) judiciaire contre Elon Musk, accusant le milliardaire de manipuler les cours de l'action de Twitter pour son intérêt personnel. Les plaignants estiment que les tweets et déclarations d'E. Musk visent à faire baisser l'action du groupe, afin d'offrir de plus amples marges de négociation au patron de Tesla.

Santé

Brèves

- La Sénatrice Carolyn Maloney (D- NY), présidente du Comité *Oversight and Reform* de la Chambre des Représentants a [adressé](#) des lettres à 9 entreprises de *Pharmacy Benefit Managers – PBM* (CVS Caremark, Express Scripts, OptumRx et Prime Therapeutics) et d'assurances (UnitedHealth, Anthem, Cigna, Aetna et Humana) afin de connaître leur politique de prise en charge des contraceptifs. La présidente du Comité, la sénatrice Carolyn Maloney (D-NY) indique que certains rapports laisseraient penser que ces entreprises ne se plieraient pas aux dispositions de la loi *Affordable Care Act* dans la prise en charge des contraceptifs féminins. Selon celle-ci, les plans de santé, gérés par les assurances et les PBMs doivent complètement prendre en charge tous les types de contraceptifs et les services annexes pour donner accès aux femmes à des dispositifs de contrôle de leur maternité.
- Oracle Corp, entreprise de création de logiciels et de gestion de base de données, a [annoncé](#) avoir obtenu les accords pour finaliser l'achat à hauteur de 28,3 mds USD de Cerner Corp, entreprise de gestion de dossier médicaux pour les structures hospitalières notamment. Oracle compte signer le contrat le 6 juin ; l'achat avait été [annoncé](#) en décembre 2021.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDDET, Entreprises et Agriculture

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

[S'inscrire](#)